

Henri Ortholan  
Docteur en histoire

# Fallait-il signer

# le 11 novembre 1918 ?



Le processus qui a conduit l'Allemagne, fin septembre 1918, à se rapprocher des États-Unis et à conclure un armistice le 11 novembre suivant est connu. On peut cependant s'interroger sur la pertinence de celui-ci. Fallait-il donc signer, oui ou non, cet armistice ? N'a-t-il pas eu un caractère prématuré, surtout si l'on considère ce qui s'est passé vingt ans plus tard ?

En fait, il faut s'intéresser aux considérations qui ont conduit les Alliés à le signer dès que les Allemands en ont accepté les conditions. Déjà Foch, le premier, qui ne pouvait s'empêcher de songer aux deuils déjà accumulés, avait conscience du sang qu'il aurait fallu verser encore si les combats s'étaient poursuivis. C'est dans cet esprit-là qu'il avait répondu le 31 octobre au colonel House <sup>(1)</sup>, qui lui demandait s'il estimait préférable de continuer la guerre ou de conclure un armistice <sup>(2)</sup> : « Je ne fais pas

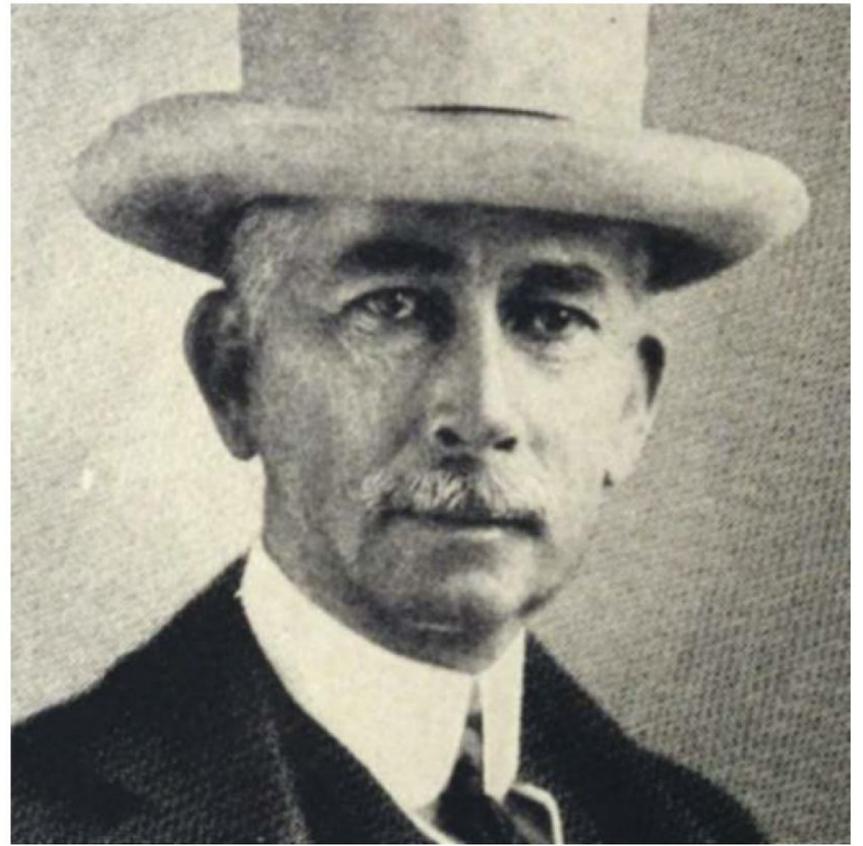
Une du journal *Le Petit Parisien* du 12 novembre 1918 annonçant la capitulation de l'Allemagne alors qu'il ne s'agit encore que d'un armistice.

© Coll. Roger-Viollet

# un armistice

Edward M. House (1858-1938) plus connu sous le nom de colonel House.

© Coll. Akg-images/WHA/World History Archive



*la guerre pour faire la guerre. Si j'obtiens par l'armistice les conditions que nous voulons imposer à l'Allemagne, je suis satisfait. Le but étant atteint, nul n'a le droit de faire répandre une goutte de sang de plus. »*

Le lendemain, il déclarait pareillement au ministre belge des Affaires étrangères que l'armistice « épargne 60 000 vies humaines, la dévastation et la destruction d'une région immense »<sup>(3)</sup>. Il écrira aussi<sup>(4)</sup> : « Les gouvernements alliés n'avaient aucune raison de rejeter comme base de la paix le principe des quatorze points<sup>(5)</sup>, quitte à en faire préciser ou modifier quelques-uns s'ils le jugeaient opportun ; ils n'avaient pas davantage de raisons de s'opposer à un arrêt des hostilités, si les conditions qu'ils étaient dans l'intention d'y mettre étaient acceptées par l'adversaire. » Le 9 novembre encore, alors que Clemenceau, président du Conseil, en même temps que ministre de la Guerre, se trouvant à Senlis, demandait à Foch, « si lui, militaire, ne voyait aucun inconvénient, aucune faute politique ou stratégique à accorder l'armistice aux Allemands », celui-ci lui avait répondu sans hésiter<sup>(6)</sup> : « Je n'y vois que des avantages : continuer la lutte plus longtemps serait jouer gros jeu. Ce serait peut-être cinquante mille ou cent mille Français que nous ferions tuer, sans compter les Alliés, pour des

*résultats bien problématiques. Je me le reprocherais toute ma vie. Il y a eu, hélas ! assez de sang versé. Cela suffit. »*

C'était le point de vue de Clemenceau, qui considérait, lui aussi, que personne n'avait le droit de risquer une seule vie humaine pour obtenir un autre résultat. S'il y avait eu unanimité chez les Alliés pour les accepter, il fera cependant observer que les seuls à avoir manifesté une certaine opposition, non à l'armistice lui-même, mais à certaines de ses clauses jugées trop sévères, étaient les Britanniques. Ceux-ci en effet, pensant à l'avenir, ne souhaitaient pas une Allemagne par trop

À gauche, G. Clemenceau, au centre, baissant la tête le maréchal Haig à la droite du maréchal Foch. 1918.

© Coll. Roger-Viollet

(1) Représentant personnel du président américain Wilson.

(2) Maréchal Foch, *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1914-1918*, Paris, Librairie Plon, 1931, p. 285.

(3) Cité par Pierre Renouvin, *L'Armistice de Rethondes*, Paris, Gallimard, 1968, p. 262.

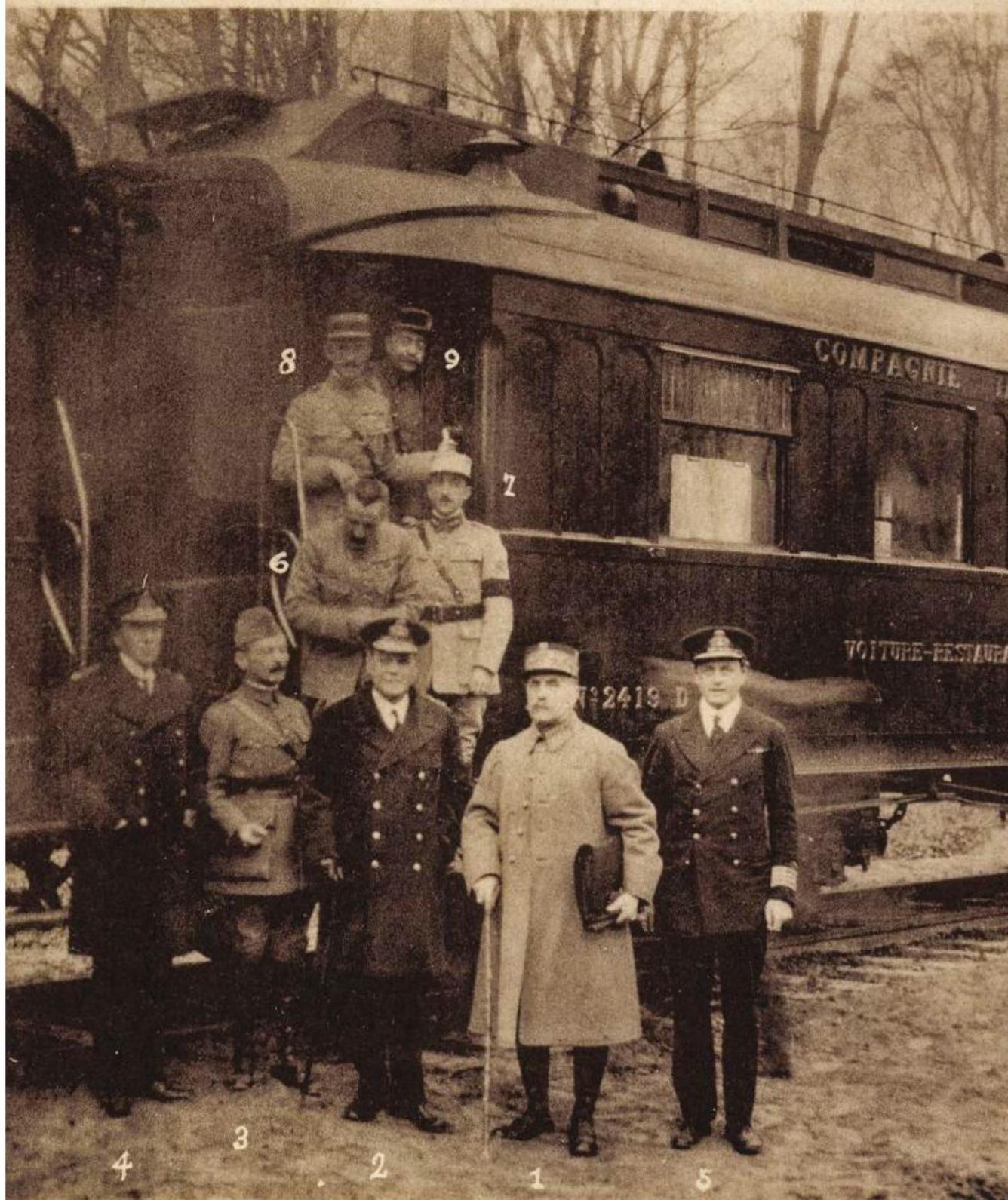
(4) Maréchal Foch, *op. cit.*, p. 280.

(5) Formulés publiquement par Wilson le 8 janvier 1918 pour tenter de trouver une issue à la guerre.

(6) Cité par Jacques Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande, I - L'effondrement*, p. 44 et 45.



Photographie prise le 11 Novembre 1918 à 7 h. 30, au moment où le Maréchal Foch part pour Paris remettre au gouvernement français le texte de l'Armistice qui vient d'être signé avec l'Allemagne.



1. Maréchal Foch
2. Amiral Sir R. Wemyss
3. Général Weygand
4. Contre-amiral G. Hope
5. Captain Marriott

6. Général Desticker
7. Capitaine de Mierry
8. Commandant Riedinger
9. Officier-Interprète Laperche

Edition E. Hutin — Cliché Pupier

Reproduction interdite

affaiblie pour préserver un certain équilibre sur le Vieux Continent. L'acceptation totale par l'Allemagne des conditions de l'armistice, qui découlaient des quatorze points de Wilson, revenait à une capitulation de fait. La

Carte postale évoquant l'armistice du 11 novembre 1918 signé à Rethondes.

© Coll. Akg-images/Arkivi

seule réserve qui pouvait être soulevée, mais qui ne semble pas l'avoir été sur le moment, est que les Puissances alliées n'avaient pas été maîtresses du jeu ; la paix qui allait résulter de la démarche allemande serait

une *pax americana* et non celle des États européens. C'est là que l'on peut deviner une autre raison de conclure l'armistice, moins immédiate : la crainte d'une prépondérance américaine croissante. L'armée britannique manquait d'hommes, et si les combats s'étaient poursuivis, l'armée française aurait été contrainte de dissoudre des divisions pour les mêmes raisons, tandis que l'armée américaine aurait vu ses effectifs continuer à croître. Celle-ci occupait déjà en novembre 1918 environ le quart du front avec deux millions d'hommes en France. Six mois plus tard, ils auraient été quatre. Pourquoi le général Pershing n'aurait-il pas alors exercé, ou demandé à exercer, le commandement en chef interallié si l'armée française avait perdu la relative supériorité numérique qu'elle avait encore ? On imagine ensuite de quel poids auraient pesé les États-Unis en Europe, déjà en mesure de dicter leurs conditions en ce mois d'octobre 1918, conditions qui auraient été bien plus américaines encore qu'elles ne l'étaient déjà au moment de l'armistice. D'après Pierre Renouvin <sup>(7)</sup>, Haig s'était posé la question et Foch aussi <sup>(8)</sup>. D'ailleurs, Jacques Benoist-Méchin cite une déclaration de Foch qui le confirme <sup>(9)</sup> : « L'armistice révéla combien les buts de guerre des Alliés étaient différents. Par les conditions imposées aux Allemands à Rethondes, l'Angleterre avait obtenu tout ce qu'elle désirait : la livraison de la flotte et la remise des colonies allemandes. Elle pouvait presque se désintéresser des négociations de paix. La France, qui ne faisait la guerre que pour la gagner, avait également atteint son but : libérer son territoire. Mais il lui fallait encore assurer sa sécurité, en obtenant du traité de paix le « bouclier du Rhin ». Seuls, les

*Américains étaient déçus. Leurs généraux n'avaient pas récolté les lauriers qu'ils espéraient. De plus, les États-Unis auraient voulu prolonger les hostilités pour accroître leur rôle et justifier ainsi la part prépondérante qu'ils comptaient prendre dans la reconstruction économique de l'Europe.»*

De plus, s'il avait fallu poursuivre les hostilités, les opérations se seraient poursuivies jusqu'à Berlin. Or, Foch était persuadé qu'il aurait fallu plusieurs mois pour y parvenir<sup>(10)</sup>, avec inévitablement des pertes pour les Alliés affrontant un adversaire défendant son sol. Enfin, une autre considération a joué, tout à fait inattendue, la crainte d'une contagion chez les Alliés des mouvements insurrectionnels bolcheviques qui se produisaient en Allemagne. D'ailleurs, dès le début de novembre, la censure recevait l'ordre de ne rien laisser filtrer de ces événements et l'armistice permettait de prendre le phénomène de vitesse.

Voilà donc pour les arguments qui plaident en sa faveur.

## Les objections à l'armistice

Il y en a eu avant et après. Des voix se sont élevées contre son principe même, déjà le 5 octobre, c'est-à-dire un mois avant, lorsque Poincaré, président de la République, écrivait à Clemenceau : « *Il est impossible de discuter la possibilité d'un armistice tant que l'ennemi occupera une partie quelconque de notre territoire ou celui de la Belgique. Nous devons même, à mon avis, le jour venu, exiger avant tout armistice, que les troupes allemandes évacuent l'Alsace-Lorraine. Je crois qu'en posant ces conditions préalables, qui sont d'ordre militaire et que le commandement interallié*



*envisagerait, certainement comme indispensables, on faciliterait l'échec de la manœuvre ennemie.»*

De son côté, le général américain Pershing manifeste une attitude plus ambiguë. Après avoir donné son accord lors d'une conférence tenue à Senlis le 25 octobre précédant au projet de texte énumérant les

Le général Pershing au quartier général de Chaumont (Haute-Marne). 19 octobre 1918.

© Roger-Viollet/US National Archives

Le président américain W. Wilson en compagnie du président français R. Poincaré à Paris, 14 décembre 1918.

© Coll. Roger-Viollet

conditions à imposer aux Allemands, il remettait cinq jours après au colonel House une longue lettre destinée au Conseil supérieur de guerre déclarant que les armées alliées et celle des États-Unis étaient capables de « *continuer l'offensive indéfiniment* » en raison des réserves américaines arrivant en Europe, etc. Tout cela pour conclure « *qu'une victoire complète ne peut être obtenue qu'en continuant la guerre* » jusqu'à une capitulation sans condition de l'Allemagne. Toutefois, termine-t-il, si armistice il devait y avoir, « *les conditions devraient être telles que...* ».

(7) Pierre Renouvin, *op. cit.*, p. 263.

(8) Pierre Renouvin cite (*op. cit.*, p. 263-264) le témoignage du commandant Lhopital (*Foch, L'armistice et la paix*, Paris, Plon, 1938, p. 113-114) qui prête au maréchal un propos significatif : le gouvernement des États-Unis pourrait envisager avec satisfaction le refus de l'armistice car son armée « *est appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans la guerre et dans ses conséquences* ».

(9) Cité par Jacques Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 44-45.

[10] Général Palat, *La part de Foch dans la victoire*, p. 254, Éd. Lavauzelle, 1930. Il y a 760 kilomètres de Strasbourg à Berlin. Au rythme théorique, et très optimiste, de 8 kilomètres par jour, cela fait trois mois !





Plus diplomate, House s'oppose à ce qu'une telle note soit présentée au Conseil supérieur de guerre sans avoir reçu l'assentiment préalable du président Wilson. Pershing s'incline, il ne peut pas faire autrement, mais on en revient aux pressentiments de Foch sur l'attitude américaine. Bien évidemment, il y a eu aussi des objections après le 11 novembre. On reprochera à Clemenceau à la Chambre de ne pas avoir désarmé l'Allemagne. Lorsqu'on lui fera observer que « *l'éclat du triomphe militaire eût rendu les Allemands plus résignés à la défaite* »<sup>(11)</sup>, il répondra en homme cultivé que ces derniers avaient vu les soldats de Napoléon passer sous la porte de Brandebourg et qu'à Leipzig ils l'avaient oublié ! Et puis, il y a ceux qui ne contestaient pas la pertinence de l'armistice, mais qui trouvaient qu'il survenait trop tôt. Une offensive devait être déclenchée en effet en Lorraine le 14 novembre. Leur

L'offensive prévue en Lorraine le 14 novembre mais qui n'aura finalement pas lieu.

© D'après l'auteur/Carte redessinée par J.-F. Krause

argument était que les armées alliées auraient pénétré dans l'une des provinces annexées, et peut-être, disons bien peut-être, que les Alliés auraient marqué davantage leur ascendant sur l'armée allemande. Et, à quelques jours près, cela n'aurait pas changé grand-chose par rapport aux événements insurrectionnels que vivait l'Allemagne.

Sans doute, Foch aurait pu en retirer bien plus qu'un simple gain tactique en menaçant directement les lignes de communication de six armées – plus de 100 divisions – qui devaient franchir la Meuse entre le saillant de Givet et la frontière hollandaise. Le rétablissement des Allemands aurait sans doute été plus difficile derrière la ligne Anvers–Meuse. C'est ce qui a amené Castelnau à penser qu'une occasion venait d'être manquée. Il écrivait en effet à son fils Louis dans les jours qui suivirent le 11 novembre<sup>(12)</sup> : « *Nous tenions une victoire éclatante qui eut mis à genoux — et pour longtemps — la*

*puissance militaire de l'Allemagne. Elle n'eût pas résisté, elle n'eût pas survécu à cette irrésistible percée dont le résultat immédiat nous conduisait aux rives du Rhin. Nous lançons un coup de filet sur toutes les forces ennemies engagées à notre gauche avant qu'elles puissent battre en retraite. C'eût été la déroute. Nos chefs en ont décidé autrement ; tu connais mon esprit de discipline. Ce geste épargne bien des vies humaines à l'heure présente. Souhaitons qu'il n'engendre pas de fâcheuses répercussions pour l'avenir.* » C'était le point de vue de Castelnau, mais pas forcément celui de Foch. Les Alliés se

seraient heurtés, peut-être pas aux premières lignes, tenues par des troupes médiocres, mais à la *Moselstellung*, sauf à la contourner. Dans les deux cas, il aurait fallu du temps à Castelnau pour atteindre le Rhin, ce qui en aurait donné aux Allemands pour se rétablir. Quant au « *coup de filet* » qu'il en espérait, il aurait été peut-être déçu ; les Allemands s'attendaient à l'offensive. Dès que prévenus de son imminence, ils semblent avoir donné l'ordre d'évacuer Metz et Thionville, pour être exécuté le 11 novembre<sup>(13)</sup>. Tout ce qui ne pouvait être emporté devait être détruit. Et si les armées alliées avaient atteint le Rhin, les Allemands se seraient défendus. Aussi, le caractère « décisif » de cette offensive du 14 novembre reste à démontrer. Foch fera observer en outre que cette offensive de Lorraine n'avait en elle-même pas plus d'importance que celle qui se préparait en Belgique – et sur un terrain beaucoup plus

favorable. « On peut même dire qu'elle en avait moins, ajoutera-t-il. Car une sérieuse avancée en Belgique aurait beaucoup plus gêné la retraite allemande qu'une avance en Lorraine ». Pour lui, « toutes les opérations s'emboîtaient les unes dans les autres ».

## L'armée allemande au bord du désastre ?

La réponse à cette question, liée à celle de l'opportunité de l'armistice, nécessite de faire un état des lieux. Du 15 juillet au 11 novembre, l'armée allemande a laissé entre les mains des Alliés près de 400 000 prisonniers et une quantité considérable d'armes et d'approvisionnements. Elle a eu, dans la même période, plus de 600 000 hommes hors de

combat. Des 207 divisions du printemps 1918, elle a dû en dissoudre 23 et, au 11 novembre, les 184 qui lui restaient n'avaient presque plus de réserves et se trouvaient largement en sous-effectif. L'artillerie manquait d'attelages et de munitions. L'aviation, les moyens de transport par voie ferrée ou par véhicules automobiles, les approvisionnements en essence, fourrages, etc. se retrouvaient dans une situation comparable. Au niveau stratégique, il en allait de même. La Direction suprême était pratiquement dans l'impossibilité de transférer des renforts du front de la mer du Nord à la Meuse – où se trouvait la masse des divisions allemandes – à celui de la Moselle à la Suisse, sur lequel devait se produire l'offensive du 14 novembre. En

# 184

Sur les 207 divisions du printemps 1918, il ne reste plus aux Allemands, le 11 novembre, que 184 divisions démunies de réserves et en sous-effectif

raison de l'avance des Alliés, l'ennemi ne disposait plus que de trois rocares ferrées au lieu de cinq auparavant, qui plus est se chevauchaient partiellement. Or, presque jusqu'au Rhin, ces rocares se confondaient avec les grandes lignes d'évacuation sur lesquelles le transport de tout le matériel et des approvisionnements de la zone des étapes, que les Allemands cherchaient à sauver, occasionnait déjà une congestion considérable. Ainsi, les voies ferrées qui, durant toute la guerre, avaient joué un rôle stratégique si important, faisaient maintenant défaut à l'heure la plus critique, parce que presque complètement paralysées. Quant aux camions et autres moyens automobiles<sup>(14)</sup>, quasi exclusivement employés aux évacuations en Belgique, tout au plus permettaient-ils les transports à courte distance des réserves locales. La situation morale n'était guère meilleure en raison des offensives successives, de la fatigue résultant de ces combats continuels, du manque de repos, d'une alimentation insuffisante, de la grippe... Le 17 octobre, Ludendorff déclarait : « Le mauvais moral est d'abord venu de l'intérieur et a atteint l'armée ; mais j'ai parfaitement conscience qu'inversement, le moral que les permissionnaires apportaient à l'intérieur était détestable. »<sup>(15)</sup>

Philipp Scheidemann (SPD) proclamant la république depuis un balcon du Reichstag le 9 novembre 1918 vers 14 heures.

© Coll. Akg-images



(11) Georges Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Éd. Plon, 1930, p. 92.

(12) Lettre à son fils Louis, SHD, fonds Castelnau, 1K795/10, citée par Benoit Chenu, *Castelnau, le quatrième maréchal*, Éd. Giovanangeli, p. 397.

(13) D'après Cours d'histoire Tome III La guerre mondiale 1914-1918, Paris, Publié par le ministère de la Guerre en 1922, p. 347.

(14) En nombre certainement insuffisant, car les Alliés en possédaient trois fois plus.

(15) Cité par Jacques Benoist-Méchin. *op.cit.*, p.46

Reflet de cet état d'esprit, le nombre de réfractaires ne cessait d'augmenter en arrière du front. Des déserteurs franchissaient les barrages volants de gendarmerie et de cavalerie établis aux limites de la zone des opérations et s'ajoutaient aux hommes en transit qui encombraient les étapes. On parle de plusieurs centaines de milliers d'hommes, voire d'un million, en errance à l'intérieur de l'Allemagne, alors que les effectifs manquaient en première ligne. Enfin, encore inconnus fin octobre, des conseils de soldats, inspirés du modèle des Soviets, s'étaient constitués aux premiers jours de novembre <sup>(16)</sup>, sorte de hiérarchie parallèle à la hiérarchie militaire. C'est dire que pour de nombreuses raisons, l'armée allemande était mal en point. Si le conflit savait perduré – et alors l'offensive du 14 novembre aurait eu lieu –, elle aurait sans aucun doute poursuivi ses mouvements de retraite, tout en perdant un nombre considérable d'hommes et de matériels. Mais elle aurait continué à se battre et aurait infligé des pertes sensibles aux Alliés, car, d'une façon certes très inégale, nombre d'unités ont fait preuve d'une combattivité élevée jusqu'au dernier jour. Il s'agissait souvent d'unités de marche, mises sur pied après avoir écarté les moins motivés et menées par des officiers déterminés et obéis, comme le *Kampfregiment* von Stephani ou le *Kampfbataillon* Wedel <sup>(17)</sup>... De plus, il existait dans le camp des Alliés un certain essoufflement qui aurait contribué à limiter l'effondrement de l'armée allemande.

### Si et encore si...

Si l'armistice avait été signé quelques semaines plus tard, s'il y avait eu capitulation totale – et encore laquelle ? –, si la victoire alliée avait été

plus patente vis-à-vis de l'opinion publique allemande, si et encore si... N'y aurait-il pas eu quand même un esprit de revanche en Allemagne, comme la France en a connu un après la défaite de 70 ? La question vaut réponse. En outre, alors que la France sortait démographiquement et psychologiquement épuisée du conflit, cette volonté de revanche pouvait s'appuyer en Allemagne sur une population encore jeune et dynamique, dans la foulée de l'élan démographique qui avait précédé la Grande Guerre, et sur une infrastructure économique et industrielle intacte. Comme, par ailleurs, aucune puissance n'a le monopole du refus de la défaite, on peut imaginer – si capitulation il y avait eu – une

démarche identique en Allemagne qui n'aurait sans doute pas empêché de voir surgir la théorie du « *coup de poignard dans le dos* ». Il est certain qu'en demandant un armistice – c'est-à-dire une suspension d'armes –, et surtout après en avoir accepté les conditions extrêmement sévères, la Direction suprême, puis le gouvernement allemand, avaient reconnu leur défaite. Cependant, ce n'est pas comme tels que la population allemande avait perçu ces événements.

### Les effets secondaires du traité de Versailles

C'est au niveau des traités de paix qu'il faut se poser la question. Il faut rappeler que



le traité de Versailles n'a pas été négocié mais imposé. C'est la première fois dans l'histoire qu'une paix a été ainsi imposée en Europe ; même en 1815, même en 1870, la paix avait été négociée. Si l'Allemagne avait dû capituler, ce traité aurait-il été différent ? Vraisemblablement non ! Il l'aurait pareillement désignée comme seule responsable du conflit, ce qui se discute absolument, et il lui aurait imposé les mêmes réparations exorbitantes, et ce, peut-être avec davantage de force. La suite aurait été affaire de modalités vraisemblablement identiques et avec les mêmes conséquences, et, quelques années plus tard, ce traité

aurait été pareillement qualifié de *Diktat* ! En ce sens, c'est certainement beaucoup plus le traité de Versailles qui a produit l'effet d'une bombe à retardement qu'un armistice que d'aucun considérait comme prématuré, mais qui est certainement survenu à point nommé.

Au moment de sa signature, l'Allemagne était au pied du mur. Ce sont les graves mouvements insurrectionnels qui ont démarré début novembre, bien après le début des négociations avec les États-Unis, qui l'ont conduite à sortir de la guerre plus vite que prévu. Ils durent jusqu'en 1923, et ils auraient duré pareillement, qu'il y ait eu armistice ou capitulation, parce qu'ils

Signature du traité de paix de Versailles, 28 juin 1919. G. Clemenceau, W. Wilson et D. Lloyd George quittant le château de Versailles après la signature du traité. Vue stéréoscopique de la Keystone View Compagny (États-Unis).

© Coll. Akg-images

étaient la conséquence de la famine, de l'épuisement du pays, poussé à bout à la fois par un effort de guerre considérable et par le blocus économique des Alliés. Si l'on ajoute à cela l'instabilité politique du moment... La chute de tout régime fort, en l'occurrence celui de Guillaume II, est toujours une cause d'instabilité<sup>(18)</sup>. Le traité de Versailles a eu pour conséquence d'aggraver cette situation. Certes, personne ne pouvait imaginer ce qui se passerait dans les vingt ans à venir, d'autant plus que, pendant la décennie des années 20, l'Europe s'est redressée économiquement et politiquement. Personne ne pouvait prévoir en 1919 la crise économique de 1929, née aux États-Unis de surcroît. Personne ne pouvait imaginer ses conséquences, considérables et inattendues, lorsqu'elle a gagné le Vieux Continent deux ans plus tard. Personne ne pouvait imaginer non plus l'avènement de quelqu'un comme Hitler. On sort alors du domaine rationnel pour entrer dans celui de l'imprévisible. Enfin, Hitler au départ n'a été fort que des faiblesses françaises et britanniques. Aussi, peut-on clore la question par cette remarque très juste de Foch<sup>(19)</sup> : « Si cette victoire n'a pas donné tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre, ce n'est donc pas la faute aux militaires, mais uniquement aux hommes d'État. »

(16) Jacques Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 41.

(17) François Cailleateau, *Gagner la Grande Guerre*, p. 166, Économica, 2008.

(18) Il en est de même du démantèlement de l'Autriche-Hongrie, dont l'existence était un facteur de stabilité en Europe centrale. « Si » l'Empire des Habsbourg avait survécu, les entreprises d'Hitler n'auraient peut-être pas été possibles.

(19) R. Recouly, *Le Mémorial de Foch, mes entretiens avec le Maréchal*, p. 35., Les Éd. de France, 1929.

